### SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 19 OCTOBRE 2023

### **VOEU**

# pour le développement d'une offre de transport public de qualité à Ivry-sur-Seine

Présenté par Clément Pecqueux (Génération.S) au nom de la majorité municipale « Ensemble pour Ivry »

Depuis plusieurs années, Ivry connait un développement urbain important, via la mutation de plusieurs quartiers (ZAC Ivry-Confluence, ZAC Gagarine-Truillot, projet urbain à venir dans le secteur du centre commercial Quai d'Ivry etc.) A ces opérations s'ajoutent de nouvelles opérations dites « diffuses », c'est-à-dire sous maîtrise de propriétaires privés, un peu partout sur la commune. La population s'est accrue de 10% dans la dernière décennie et devrait atteindre 84 000 habitant.e.s à l'horizon 2040.

La Municipalité, via ses documents réglementaires d'urbanisme, dans ses relations avec les aménageurs, ou via sa politique d'investissement, veille à ce que ce processus de densification se fasse de manière équilibrée (présence de services publics, de commerces, de services de proximité). Dans le même ordre d'idée, et pour faire face à l'urgence climatique, il est essentiel de voir une offre de transport en commun accessible et abordable se développer au rythme de la croissance démographique de la ville. Il s'agit autant d'une obligation du point de vue social (réduction des temps de trajets pendulaires pour les habitant.e.s) qu'écologique.

De ce point de vue, Ivry dispose aujourd'hui du Tram 9 (qui remplace le bus 183, qui comptait alors parmi les lignes les plus surchargées du pays), de la ligne 7 du métro, du RER C, et de plusieurs lignes de bus, parmi lesquelles la ligne 25, préfiguration du Tzen5, dont la mise en service était initialement prévue en 2020. La fréquentation de ces différentes lignes est d'ores et déjà très importante. Pour les années à venir, la Municipalité, mais aussi de nombreux acteurs publics et économiques, sont fortement mobilisé.e.s pour le prolongement de la ligne 10 du métro via Paris Bruneseau – Ivry Port – Vitry les Ardoines, au sein de l'association « la Grande 10 ».

Or, depuis la pandémie de Covid 19, l'offre de transports publics s'est fortement dégradée. Cela est lié à plusieurs causes : privatisation rampante du secteur, problème de conditions de travail à la RATP, négociations aussi opaques que houleuses entre la Région et l'Etat à propos du CPER (Contrat de plan État-région). En bout de course, l'offre de transport en commun n'a pas retrouvé son niveau d'avant Covid, et la desserte des RER, métros et bus s'est dégradée pour les Ivryen.ne.s.

### Considérant:

- l'augmentation de la demande de transports en commun liée au développement démographique et économique de notre commune ;
- l'urgence climatique, et l'importance de substituer aux trajets en voiture une offre de transport en commun, levier bien plus efficace que le remplacement du parc automobile thermique par un nombre comparable de véhicules électriques ;

- la dégradation de l'offre en transport et de la régularité de passage de la ligne C du RER, de la ligne 7 du métro sur la branche Ivryenne et des lignes de bus comme le 323 et le 125 ;
- l'entreprise de privatisation et de mise en concurrence prévue en 2025 pour les bus RATP :
- le retard et le manque d'information sur la consultation concernant le volet « mobilités » du contrat de plan Etat-Région, notamment en ce qui concerne la priorisation des projets de nouvelles lignes de métro, comme le prolongement de la ligne 10.

## Le Conseil municipal d'Ivry-sur-Seine :

- Demande une transparence des consultations et arbitrages et une prise en compte des besoins de notre commune concernant l'élaboration du volet « mobilités » du contrat de plan Etat-Région.
- Réaffirme l'importance du projet de prolongement de la ligne 10 du métro pour l'ensemble des territoires concernés.
- Demande la transparence sur l'évolution du schéma directeur de la ligne C et sur le calendrier de travaux pour l'arrivée du TZen à Ivry.
- Demande le retour à une offre de transports publics de qualité et à la hauteur des besoins des habitant·e·s et l'abandon de la privatisation des lignes exploitées par la RATP et la SNCF.